

principaux types d'infractions: anti-trust, pollution maritime et violation de la réglementation anticorruption. À l'inverse de leurs homologues américaines, les entreprises étrangères ne bénéficieraient que rarement de *non-prosecution agreements* ou *deferred prosecution agreements*. L'auteur souligne surtout l'étonnante disproportion dans le montant des pénalités infligées: les secondes seraient sanctionnées neuf fois plus lourdement que les premières, pour des faits comparables. Les récentes procédures menées par les autorités américaines à l'encontre de sociétés étrangères sur la base de violations de sanctions économiques internationales tendent à confirmer cette analyse.

Jérôme Da Ros

**OUR ENERGY FUTURE IS NOT SET IN STONE**

Philippe Charlez  
Paris, Éditions Technip, 2014,  
298 pages

L'ouvrage de Philippe Charlez s'ouvre sur une mise au point: on aurait tort de considérer que les hydrocarbures sont des énergies du passé. Il y a en effet fort à parier que la quête de la croissance économique continuera d'animer nos sociétés et qu'elle poussera encore à la hausse la demande en énergie. Les exercices prospectifs de l'Agence internationale de l'énergie pointent bien un essor des énergies renouvelables et du nucléaire, mais ils confirment aussi que les combustibles fossiles garderont leur prédominance dans la satisfaction des besoins énergétiques mondiaux à l'horizon 2035. La perspective d'une augmentation de la demande de pétrole et de gaz est d'autant plus probable que les réserves mondiales sont peu à peu réévaluées pour intégrer les ressources non conventionnelles, encore considérées comme inexploitable

La question cruciale est donc de savoir comment cette demande de pétrole et de gaz pourra être couverte dans les 20 prochaines années. Pour y répondre, l'auteur dresse un panorama complet de tous les facteurs qui influenceront sur le niveau de production des hydrocarbures. Les premiers chapitres abordent les bouleversements technologiques qui ont toujours permis de repousser les limites, tant pour l'exploitation des champs matures que pour la découverte de nouveaux gisements. Au fil des pages, on comprend que les défis auxquels est confrontée l'industrie pétrolière et gazière vont bien au-delà des enjeux techniques et s'étendent à l'impératif de sécurité des opérations, aux enjeux sociaux et environnementaux, à la gestion des ressources humaines et, bien sûr, aux facteurs géopolitiques qui déterminent les conditions d'accès aux hydrocarbures.

Chacun de ces thèmes est abordé sans détour. L'auteur porte un regard lucide sur les expériences passées et les enjeux du futur, et c'est précisément ce qui rend l'ouvrage très instructif. Le cinquième chapitre nous propose notamment une analyse fine des raisons pour lesquelles l'industrie pétrolière et gazière est mal considérée dans l'opinion publique. Il fournit des éléments détaillés sur l'ampleur des problèmes et décrit les démarches initiées par les compagnies pétrolières et gazières pour y remédier. Ainsi, l'auteur revient sur les marées noires, sur la contribution des hydrocarbures au réchauffement climatique, ou encore sur les difficultés à transformer les ressources naturelles en levier de développement. Il élargit ensuite son propos en décrivant les efforts à déployer pour réduire l'impact environnemental de ces activités, et favoriser une meilleure intégration dans le tissu économique local. L'auteur ne minimise pas les enjeux, et offre au contraire des clés de

compréhension et une mise en perspective particulièrement utiles.

Au terme de la lecture, nul doute quant à la pertinence du titre de l'ouvrage. L'industrie pétrolière et gazière présente aujourd'hui un visage bien différent de celui qu'elle avait ne serait-ce que 10 ans auparavant, et tout porte à croire que les cartes seront rebattues dans les prochaines décennies. Notre avenir énergétique n'est pas gravé dans le marbre et c'est bien ce qui en fait un objet d'étude particulièrement riche.

**Carole Mathieu**

## NOUVELLES TECHNOLOGIES

### LES FINS D'INTERNET

Boris Beaudé  
Limoges, FYP Éditions, 2014,  
96 pages

Dans l'ouvrage de Boris Beaudé, chercheur au laboratoire Chôros de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, «les fins d'internet» désignent aussi bien les finalités qui ont conduit à la naissance de l'internet comme réseau ouvert et décentralisé, que la mise à mort de ses fondements sous la pression de sa commercialisation, des failles sécuritaires et de la régulation étatique.

À sa création, l'internet porte en lui les attentes de chercheurs qui perçoivent la Seconde Guerre mondiale comme le résultat, pour partie, d'un système de communication inefficace. Le nouveau réseau devait alors dépasser la territorialité des nationalismes, garantir la transparence des échanges et établir la liberté d'expression comme valeur commune dans le monde. La participation, l'indépendance et la transparence

sont trois conditions nécessaires à la constitution de l'internet comme espace de liberté d'expression et de contribution à l'intelligence collective. Or ces conditions ne peuvent être remplies à l'heure où le réseau se privatise, où les collaborations répondent davantage à des enjeux professionnels qu'individuels et où des algorithmes aux formules mathématiques tenues secrètes organisent l'espace informationnel.

Les organisations privées ne sont pas les seules à mettre à mal la liberté d'expression sur le web, entendue ici dans une acception héritée des Lumières. Le discours libertaire porté par les pionniers de l'internet est, par nature, incompatible avec la notion d'État-nation et les enjeux sécuritaires de ces derniers. De ce fait, le réseau est devenu un espace régulé et surveillé sous des formes variant en fonction des cultures nationales. L'Iran construit son intranet tandis que la National Security Agency (NSA) américaine généralise au monde entier ses pratiques de surveillance. Pour Beaudé, qui travaille depuis plusieurs décennies sur les relations de causalité entre espace et politique, cette hétérogénéité trouve une traduction dans la géographie même de l'espace internet. Conçu à l'origine comme décentralisé, celui-ci subit aujourd'hui une «hypercentralité». Là encore, celle-ci est le résultat tant des organisations privées que des États.

D'une part les entreprises ont su détourner la gratuité favorisée par le fonctionnement même de l'internet: contre le service gratuit, l'internaute accepte de livrer ses informations personnelles et devient lui-même le produit vendu aux annonceurs. Les firmes du secteur cherchent désormais à monopoliser le plus grand espace, en imposant à l'utilisateur le choix par défaut d'un logiciel ou d'une